Marseille
l'HEBDO
SEMAINE DU 9 AU 15 JANVIER 2008 - N°374 -1.20€

Soldes
4 pages spéciales pour ne rien rater

Milieu
Enquête sur l'affaire qui secoue Marseille

Bompard
Le chantier qui met le feu au quartier

Municipales
Guérini candidat dans le fief de Muselier ?

DIDIER PARAKIAN
vous invite à des *Fêtes Chic & Glamour*
Rendez-vous 42, rue Paradis - Marseille - 04 91 55 50 50 - www.didierparakian.com

MARSEILLE L'HEBDO MERCREDI 9 JANVIER 2008

L'affaire qui secoue Marseille, Aix et Paris...

L'enquête sur le "Cercle Concorde", la maison de jeux qui servait de blanchisseuse au Milieu corso-marseillais, met en lumière les ramifications du grand banditisme. Qui remonteraient dans les hautes sphères politiques...

ROJAS

Avril 2006, Farid Berrahma est assassiné à Marseille. L'enquête a permis de remonter jusqu'au "Cercle Concorde", le nouveau temple du poker qui était contrôlé par le Milieu marseillo-corse.

p 13 Who's who, les huit visages du dossier
p 14 Devedjian et Douillet au cœur du Cercle
p 15 SMS, une société sous influence

Depuis plus d'un mois, l'affaire du "Cercle Concorde" fait les gros titres de la presse et provoque des vagues chez les magistrats, les policiers et les voyous. A ce jour, une dizaine de personnes sont sous les verrous, d'autres sont en fuite. Pas moins de 600 000 euros ont été saisis par les enquêteurs. Plusieurs juges d'instruction sont à la manoeuvre, à Marseille, Ajaccio, Paris, dans le cadre du JIRS Sud-Est, un pool de magistrats spécialisés dans le grand banditisme. Les services de la Police judiciaire, de la Brigade financière et des Renseignements généraux sont mobilisés. Cet incroyable dossier ressemble à un énorme meuble, avec de multiples tiroirs. Dans le premier, on trouve la guerre que se livraient plusieurs clans pour le contrôle du "Cercle Concorde", un cercle de jeux parisien qui servait de blanchisseuse au Milieu marseillo-corse. Dans un autre, l'assassinat de trois hommes dont Farid Berrahma à Marseille, le 4 avril 2006 à la brasserie des Marronniers. Dans un troisième, l'assassinat de Marcel Ciappa dans une clinique d'Aubagne, par deux tueurs dont l'un était déguisé en chirurgien. Dans le quatrième, une société de sécurité originaire de Corse : liée au Milieu, elle a obtenu de manière douteuse des marchés sur l'île comme sur le continent, ce qui a provoqué la chute de plusieurs notables dont le président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Ajaccio. Nul doute que d'autres tiroirs existent, ce qui fait dire à Jean-Luc Marx, le préfet de police des Bouches-du-Rhône, que *"ça va continuer : l'affaire est loin d'être terminée"*. Surtout, elle met au grand jour les ramifications du Milieu dans la région marseillaise, ce qui a poussé le procureur général de la cour d'appel d'Aix à faire part en début de semaine de ses *"inquiétudes"*.

L'ancien fleuron aixois de l'empire Zampa

L'affaire démarre en 2004, lorsque François Rouge et Paul Lantiéri décident de se lancer dans l'univers des jeux. Le premier est Suisse, il dirige la Banque de patrimoines privés à Genève. Originaire de Bonifacio, le second a été mis en cause en 1999 dans un rapport de la Division nationale anti-terroriste, avant d'être épinglé en juillet 2000 dans une étude du procureur général Bernard Legras sur *"la criminalité organisée en Corse"*. A l'aube de la quarantaine, le couple d'amis possède à Aix la brasserie "La Rotonde", un ancien fleuron de l'empire Zampa qu'ils ont récupéré en 2000 avec la bienveillance de l'équipe du maire PS de l'époque, Jean-François Picheral (comme vient de le rappeler le site bakchich.info). Rouge et Lantiéri décident de relancer à Paris le "Cercle Concorde". Fermée en 1987 sur décision du ministère de l'Intérieur, cette maison de jeux était contrôlée par les frères Francisci, connus pour avoir navigué des années durant entre le Milieu et le RPR. Une association est alors constituée. Elle rassemble les dépositaires de l'héritage des Francisci, Edmond Raffali et son fils Jean-François, et le tandem Rouge-Lantiéri, qui joue les financiers et apporte 6 millions d'euros via une société baptisée Sextius. *"Contrairement à ce que pensent aujourd'hui les enquêteurs, cet argent était d'origine pure*, assure aujourd'hui Marc Bonnant, l'avocat de François Rouge. *Pour mon client, il s'agit de fonds personnels. Pour Lantiéri, ce sont des honoraires que lui devait RHH, une importante société luxembourgeoise qui détient des hôtels à travers le monde"* (1). Selon les enquêteurs, Lantiéri aurait également fait appel à *"sept membres bienfaiteurs"*, des amis personnels qui auraient apporté 900 000 euros. Dernier membre de l'équipe, bien que son avocat fasse remarquer qu'il n'a pas été entendu à ce jour par les juges, un certain Ange-Toussaint Fédéricci : l'homme sort de plusieurs années de prison pour braquage et fait partie de la

L'affaire débute en 2004 : implantés à Aix, un banquier suisse et un voyou corse décident de se lancer dans l'univers des jeux.

Suite en page 12

ECRIVEZ-NOUS
Si vous voulez réagir à cet article :
forum@marseillelhebdo.com

Chronologie

1987
La maison de jeux Cercle Concorde est fermée sur décision du ministère de l'Intérieur.

2000
Paul Lantiéri et François Rouge reprennent le restaurant La Rotonde à Aix.

2004
Lantiéri et Rouge relancent le Cercle Concorde à Paris.

Fin 2004
Dominique de Villepin, ministre de l'Intérieur refuse la réouverture du Cercle.

19 juillet 2005
Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, autorise la réouverture du Cercle.

4 avril 2006
Farid Berrhama et deux de ses lieutenants sont tués à la brasserie des Marronniers (14e). Ange Toussaint Fédéricci, blessé dans la fusillade, est discrètement soigné à la clinique Clairval.

6 avril 2006
Michel Filippi, connu des services de police comme trafiquant de drogue, est abattu à Marseille.

7 avril 2006
Abderamid Rerdal, présenté comme l'homme de main de Berrhama est tué à Bouc-Bel-Air.

30 novembre 2006
Le Cercle Concorde ouvre ses portes.

12 janvier 2007
Ange-Toussaint Fédéricci est arrêté à Paris.

Suite de la page 11

13 janvier 2007
Paul Lantiéri est mis en examen pour recel et association de malfaiteurs. Puis remis en liberté.

4 mai 2007
Une réunion aurait réuni à Paris, dans un salon du Ritz, Lantiéri, Raffali et Roland Cassone pour tenter une médiation dans la gu'erre pour le contrôle du Cercle.

20 septembre 2007
Marc Ciappa, un homme lié à Paul Lantieri, est abattu par deux faux médecins dans une clinique d'Aubagne, où il était soigné pour une fracture de la jambe.

Fin novembre 2007
Le Cercle Concorde est fermé, épilogue d'une enquête sur un vaste réseau de blanchiment d'argent.
Roland Cassone, 63 ans, considéré comme le "parrain de l'ombre", est arrêté chez lui à Simiane Collongue, mis en examen et incarcéré à Marseille pour "blanchiment, association de malfaiteurs et détention d'arme".

Début décembre 2007
François Rouge est incarcéré à Marseille, accusé de "blanchiment" et d'"association de malfaiteurs".

24 décembre 2007
Paul Barril, ancien membre de la cellule antiterroriste de l'Elysée est lui aussi incarcéré, mis en examen pour "association de malfaiteurs en vue de la commission d'extorsion en bande organisée, en vue de la commission d'assassinat et en vue de la commission de corruption".

bande de Venzolasca, qui est réputée avoir repris en Corse et dans la région marseillaise certaines affaires de la Brise de Mer, le redoutable gang de Bastiais.
Fin 2004, tout ce petit monde demande une autorisation de réouverture du "Concorde", qui est rejetée par le ministère de l'Intérieur alors occupé par Dominique de Villepin. Pas démontés, Rouge et Lantiéri activent leur carnet d'adresses, particulièrement dans le milieu politique, tant à Aix qu'à Paris *(voir en page 14)*. Fruit de cet intense lobbying, qui serait remonté jusqu'aux entourages de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, alors de retour place Beauvau, l'autorisation est accordée le 19 juillet 2005, malgré l'avis défavorable des services de police. *"Le changement d'équipe place Beauvau a pu faciliter la chose"*, glisse un inspecteur des RG.

En 2006, les enquêteurs laissent prospérer le projet du "Cercle Concorde", ne voulant pas éveiller l'attention des voyous afin de pouvoir mettre la main sur Fédéricci.

Tout semble rouler, si ce n'est que Lantiéri attire l'attention des services de l'Etat en achetant une collection de costumes avec l'argent de Sextius: l'abus de bien social est caractérisé, une enquête est discrètement ouverte. Ce n'est rien à côté du séisme qui survient le 4 avril 2006 à Marseille. Ce soir-là, trois hommes sont assassinés par un commando dans une brasserie du 14e arrondissement, "Les Marronniers". Parmi eux, Farid Berrahma: loin d'être un enfant de choeur, il a longtemps navigué dans le sillage de Francis le Belge. Selon Michel Roubaud, l'avocat de sa famille, *"ses actifs avaient disparu pendant ses incarcérations: à son retour, il a dû vouloir les récupérer, on lui a donné des garanties... et il a pris l'addition"*.

Balle perdue
Problème, une balle perdue blesse Ange-Toussaint Fédéricci. Pour les policiers, il s'agit d'un des tueurs. Pour son avocat, Dominique Mattéi, *"il était présent par hasard dans ce bar et en raison de son passé, il a préféré se faire soigner discrètement"*. Toujours est-il qu'il contacte par téléphone Paul Lantiéri, alors à Paris, qui s'arrange pour qu'il soit admis à la clinique Clairval, où il est admis sous un faux nom. Soigné par une équipe médicale fort peu curieuse, Fédéricci disparaît ensuite dans la nature. Sauf que, grâce à des relevés téléphoniques, la police parvient à relier Lantiéri et Fédéricci, qui est lui identifié grâce à l'ADN du sang trouvé aux "Marronniers".
Ne voulant pas éveiller l'attention des voyous afin de pouvoir mettre la main sur Fédéricci, les enquêteurs laissent prospérer le projet du "Cercle Concorde". Qui ouvre ses portes le 30 novembre 2006 et devient *"le nouveau temple du poker"*. Pour *Le Figaro*, c'est *"l'événement people de l'année"*. Parmi les invités, des têtes couronnés (les princes de Hanovre et Caroline de Monaco), des acteurs (Jean Reno et Olivier Martinez), des élus, dont les Aixois Jean Chorro (UMP) et Alexandre Medvedowsky (PS). Au milieu de la foule VIP, Rouge et Lantiéri plastronnent.
La fête n'est que de courte durée. En janvier 2007, Fédéricci est interpellé à Paris, en plein jour à proximité du cercle. D'autres arrestations permettent de le lier à de vieux routiers du banditisme corse, qui préparaient sans doute son exfiltration, soit en Afrique, soit en Amérique du Sud. Lantiéri tombe également: mis en examen pour *"recel et association de malfaiteurs"*, il est rapidement libéré, ce qui étonne bien des enquêteurs. Explication avancée par Michel Roubaud, l'avocat des Berrahma: *"Il y a eu une forte stratégie de discrétion des magistrats, pour éviter la dissimulation des preuves sur le volet financier"*. En clair, sur le "Cercle Concorde".

Le parrain des parrains
D'autant que, dans les coulisses du cercle de jeux, les choses se gâtent. A l'heure de partager les gains, Rouge et Lantiéri se heurtent soudain à l'hostilité des Raffali, qui escamotent 3 millions d'euros. De même, il semble que les représentants de Fédéricci les poussent vers la sortie. Désormais, Rouge est surnommé *"l'ordure du pays du chocolat"*. En guise de défense, Lantiéri se prévaut de Roland Cassone: surnommé *"Le Vieux"*, retiré entre Aix et Marseille, l'homme est considéré comme *"le parrain des parrains"*. C'est notamment à lui que Robert-Louis Dreyfus avait fait appel lorsqu'il avait été confronté à une fronde des supporters de l'OM. D'après des écoutes téléphoniques, une réunion aurait réuni le 4 mai à Paris, dans un salon du Ritz, Lantiéri, le père Raffali et Cassone. Ce que dément fermement Antoine Béraud, l'avocat de Cassone: *"Il n'a rien fait, il n'était pas à cette réunion"*. Plusieurs spécialistes du Milieu ne cachent pas leurs doutes sur l'entrée de Cassone dans la partie: *"Ce n'est pas quelqu'un qu'on dérange pour jouer les juges de paix en échange de 5% d'une affaire. Qui plus est, s'il était vraiment intervenu, tout serait rentré illico dans l'ordre"*.
Or, loin de se calmer, les relations empirent. Le 1er août 2007, Lantiéri est obligé d'abandonner son titre de gérant de la société Concorde Cadet Restauration, qui gère le "Rich", le restaurant du cercle. Pour les enquêteurs, Lantiéri et Rouge auraient alors eu l'idée de faire appel à des hommes de main. Première tentative en septembre avec Marcel Ciappa, considéré com-

Fermé en 1987, le "Cercle Concorde" a été autorisé, en juillet 2005, par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, à réouvrir. Contre l'avis des services de police...

Who's who, le bottin de l'affaire

Paul Barril
Né en 1946 à Vinay (Isère), cet ancien officier de gendarmerie a été numéro 2 du GIGN pendant 10 ans avant de participer à la création de la cellule antiterroriste de l'Élysée sous le premier septennat de François Mitterrand. Il dirige depuis plusieurs entreprises de sécurité privée. Ses activités en Afrique font l'objet de nombreuses controverses. Il a été condamné dans l'affaire des écoutes de l'Élysée.

Olivier Bazin
Mis en examen pour association de malfaiteurs en vue d'extorsion de fonds et d'assassinat, Olivier Bazin tenait des casinos à N'Djamena (Tchad), qui auraient appartenu en sous-main à la famille Bongo. En 2004, il avait plongé pour trafic d'or et blanchiment de fonds.

Roland Cassone
Surnommé *"Le Vieux"*, il affiche à 63 ans un casier judiciaire vierge. Il est pourtant considéré comme *"le parrain des parrains"*. En 1978, au plus fort de la guerre entre Jacky Imbert dont il était proche et Gaëtan Zampa, il a été grièvement blessé. Le 28 novembre, il a été arrêté dans son jardin. Il avait un pistolet Glock dans sa poche et portait un gilet pare-balles.

Marcel Ciappa
"Voleur de poules" selon les mots d'un expert du grand banditisme ou homme de main de Lantiéri? Connu comme braqueur dans les années 70, activité qui lui a valu plusieurs années de prison, il a également été impliqué dans un trafic de matériel informatique. Il semble avoir été récemment lié à des affaires de stupéfiants. Il a été assassiné en septembre dernier dans une clinique d'Aubagne.

Paul Lantiéri
Cousin du maire UMP de Bonifacio, Paul Lantiéri était le gérant de fait du Cercle Concorde et de restaurants à Aix, jusqu'à ce qu'il soit plus ou moins mis sur la touche. En début d'année, il a été mis en examen pour avoir facilité la fuite d'un des assassins de Farid Berrahma. Il est actuellement en fuite, alors que son frère Antoine est en prison.

Edmond et Jean-François Raffali
Le fils a été écroué: c'est lui qui avait pris la tête du Concorde après l'éviction des Lantiéri. Le père, Edmond, a dirigé le Cercle jusqu'en 1987 et a tenu un rôle dans l'affaire du vrai-faux passeport d'Yves Challier.

François Rouge
Président de la Banque de Patrimoines Privés, qui se trouve à Genève, François Rouge a investi via la société Sextius plusieurs millions de francs suisses dans les établissements que contrôlait Paul Lantiéri. En 2006, la justice helvète a condamné l'opacité qui entourait des versements réalisés sur les comptes de sa banque par l'Angola, un des pays les plus corrompus. Avec les Lantiéri, il a récemment acheté des terrains en Corse-du-Sud.

Jacques Vergès
Jacques Vergès est un avocat né en 1925 à Ubon Ratchatani en Thaïlande. Il est célèbre pour ses convictions anticolonialistes, pour son passé d'ancien résistant, mais aussi pour avoir défendu Klaus Barbie et Carlos. C'est lui qui a mis en relation François Rouge et Paul Barril.

SOPHIE SPITÉRI

Une proche de Lantiéri? La conclusion est peut-être hâtive, reste que cet ancien braqueur est assassiné à Aubagne, à la clinique "La Casamance". En revanche, François Rouge contacte bien Jacques Vergès, avocat médiatique s'il en est, pour prendre conseil. S'il refuse de confirmer le nom de Vergès, le défenseur de Rouge explique que parmi les pistes proposées, il y avait l'intervention de Paul Barril, l'ex-gendarme de l'Elysée: *"François Rouge n'a jamais envisagé ni réclamé de mesures extrêmes contre les mafieux qui en voulaient à son bien. Les mots qu'il a prononcés en employant un vocabulaire viril et martial étaient des images, rien de plus"*.

Vaste coup de filet

Que viennent faire Vergès et Barril dans cette galère? Ils ont sans doute été attirés par le carnet d'adresses de Rouge, particulièrement fourni sur le continent africain. Barril a-t-il proposé des solutions musclées? *"Absolument pas,* répond son avocate, Sophie Jonquet. *Dans le dossier, il n'y a rien qui le prouve"*. A trois reprises, Barril rencontre Rouge. Il le met alors en contact avec un de ses amis, Olivier Bazin: ce baroudeur du continent africain paraît, lui, plus disposé à jouer les gros bras. C'en est trop pour les policiers et pour les juges. D'autant plus inquiets que selon nos informations, des fuites suspectes ont conduit au remplacement de certains enquêteurs. Fin octobre, ils déclenchent un vaste coup de filet. Arrestations à Marseille, en Corse, à Paris. Dans les filets, Rouge, Cassone, Bazin, le fils Raffali, des hommes de main. En revanche, Lantiéri parvient à s'enfuir, ainsi que des membres de la bande de Venzolasca. Hasard ou opération concertée? Des proches d'Ange-Toussaint Fédéricci sont également arrêtés en Corse et dans le Var, dans le cadre de l'enquête sur la société de sécurité SMS. Le 24 décembre, c'est au tour de Paul Barril d'être arrêté. Outre les projets d'assassinat qu'il nie, on lui reproche d'avoir remis des pièces de la procédure Berrahma à Bazin: *"C'est un journaliste qui les lui a données*, justifie son avocate. *Il les a données à son ami, pour le convaincre de lever le pied, parce que Lantiéri est quelqu'un de dangereux"*.

Depuis, rien ne bouge, personne ne parle. Après s'être montré volontiers bavard, le parquet refuse désormais de communiquer sur le dossier. Mais tous ceux qui ont approché l'enquête de près ou de loin n'ont qu'une phrase: *"C'est le calme avant la tempête..."*. ■

Fred Guilledoux

(1) Selon "Le Temps", Sextius aurait bénéficié d'un prêt de 2 millions de francs suisses versé par... la banque dirigée par Rouge.

Patrick Devedjian et David Douillet au secours du "Cercle Concorde"?

Après Paul Barril et Jacques Vergès, Patrick Devedjian et David Douillet? Selon nos informations, le casting très VIP de l'affaire du "Cercle Concorde" comporterait également les noms du secrétaire général de l'UMP, bras droit historique de Nicolas Sarkozy, et du judoka double champion olympique, très proche de Jacques Chirac. A croire des membres de l'équipe du cercle de jeux parisien, tous deux auraient fait jouer leurs relations pour régler les différents problèmes rencontrés par le "Concorde". Ces éléments figureraient dans le dossier d'instruction conduit à Marseille par le juge Serge Tournaire, ce que le parquet refuse toutefois de confirmer.

CYRIL HIELY

KARINE VILLALONGA

C'est mi-2005 que Patrick Devedjian serait intervenu pour la première fois, afin de faciliter la réouverture du Cercle en obtenant le feu vert du ministère de l'Intérieur. Usant de ses casquettes d'avocat et homme politique, il aurait tapé aux bonnes portes place Beauvau, où Nicolas Sarkozy venait de faire son retour. On ignore pour l'instant comment aurait été sollicitée son intervention. Rebelote courant 2007, lorsque la guerre fait rage entre bandes rivales pour le contrôle du cercle: *"François Rouge est allé voir Patrick Devdejian, pour lui expliquer ses ennuis avec les mafieux corses*, explique Marc Bonnant, l'avocat suisse du banquier genevois qui est incarcéré depuis un mois. *Il le connaît bien, ils ont travaillé ensemble sur divers dossiers par le passé. Il lui a raconté les soucis qu'il rencontrait avec ses anciens associés qui voulaient le voler. Pour toute réponse, Devedjian lui a conseillé de fermer le "Concorde", ce qu'a refusé mon client"*.

Contacté par *L'Hebdo* via l'UMP, Patrick Devedjian ne manque pas de démentir toute intervention: *"Il ne se souvient pas connaître à titre personnel ce François Rouge*, rapporte Sabine Deroche, la directrice de communication du parti sarkozyste. *Il a bien croisé des banquiers suisses dans le cadre de ses affaires, mais c'était il y a longtemps. En 2005 ou 2007, il s'en souviendrait"*.

C'est également en 2005 que David Douillet aurait volé au secours du cercle de la rue Cadet. Contacté par Paul Lantiéri, qui est aujourd'hui en fuite, il aurait *"touché un mot"* à l'entourage de Jacques Chirac, afin d'accélérer les procédures administratives nécessaires à la réouverture. Réalité ou vantardise du Corse basé à Aix? *"Je ne vois pas en quoi David serait mêlé à ce type d'activités*, se défend Valérie Douillet, l'épouse du judoka, de retour de vacances à la montagne. *Pour tout ce qui touche ses affaires, ça passe par moi et je n'ai rien vu. Nous jouons au poker avec les enfants à la maison, pas plus. Quand nous allons au casino, nous ne jouons jamais, même si nous avons quelques copains très branchés sur ça. En plus, nous n'avons pas de maison en Corse"*. Très étonnée par ce dossier dont elle n'a *"jamais entendu parler"*, Valérie Douillet jure ne pas connaître Lantiéri, pas plus que Rouge ou les Raffali: *"Peut-être quelqu'un l'a-t-il approché un jour et s'est ensuite prévalu de lui? Ça arrive souvent. Après, nous ne pouvons pas être tenus pour responsables de ce qui se fait ou se dit dans notre dos…"*. ■

F.G.

La SMS, société de sécurité... sous haute surveilllance

Vendredi 21 décembre 2007, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse du Sud, Raymond Ceccaldi, a été mis en examen et placé en détention provisoire à Marseille dans le cadre d'une enquête portant sur la Société Méditerranéenne de Sécurité. La SMS, entreprise de gardiennage créée en 2000 par Antoine Nivaggioni et basée à Ajaccio, aurait bénéficié des largesses de la commission d'appel d'offres de la CCI pour obtenir plusieurs marchés de surveillance. Quelques jours plus tôt, dans le Var cette fois, le président du Medef local, Gérard Cerruti était lui aussi mis en examen pour favoritisme dans les appels d'offre sur le marché de la sécurité de l'aéroport de Toulon-Hyères au profit de la société SMS.

Depuis la fin du mois de novembre, Antoine Nivaggioni, le dirigeant de cette entreprise dont les références en Corse et dans le Var et les Bouches-du-Rhône sont nombreuses, *"est activement recherché par la police"*. Les enquêteurs soupçonnent la société d'avoir détourné des fonds à hauteur de près de 2 millions d'euros. Ils auraient par ailleurs découvert une série de malversations, portant également sur plusieurs centaines de milliers d'euros: prêts fictifs, opérations de blanchiment dans le cadre d'investissements immobiliers, salaires mirobolants... Selon les enquêteurs toujours, la société en question était contrôlée par la bande de Venzolasca et Ange Toussaint Fédéricci (lire ci-contre).

Sur le Port autonome

Mais, c'est surtout la présence de la SMS sur le Port autonome de Marseille qui intéresse aujourd'hui les enquêteurs. Jusqu'au 31 décembre dernier, date à laquelle son contrat arrivait à terme, la Société Méditerranéenne de Sécurité assurait la surveillance des portes d'accès aux bassins Est du port de commerce. Les Renseignements généraux ont fait savoir cette semaine qu'il *"ont mené, mène et mèneront des enquêtes sur cette société en liaison avec des pratiques similaires à celles qui ont fait tomber des notables en Corse et dans le Var"*. Une surveillance confirmée par le préfet de police Jean-Luc Marx, lundi 7 janvier.

C'est que la surveillance du port est une affaire sensible. Il arrive d'ailleurs qu'à sa demande, la police renseigne la direction du port sur les sociétés qui souhaitent soumissionner aux appels d'offre. Juste histoire de s'assurer qu'elles ne sont pas "contrôlées" de l'intérieur... Depuis aussi longtemps que le port est port, les histoires de trafics sur les quais et de mainmise du milieu sont légion. *"Les services de police,* note un acteur avisé des pratiques en vigueur, *ont toujours considéré le port de Marseille comme une école du banditisme, un creuset pour jeunes malfrats qui commencent généralement par le trafic de voitures histoire de se faire la main. Dans ce cadre, l'enjeu, c'est évidemment le contrôle des portes..."*

Jusqu'à son assassinat en septembre 2000, c'est Francis le Belge qui contrôlait le trafic. Après sa disparition, chacun cherche à reprendre son business. Les Corses, un temps hors-jeu, auraient repris la main en 2002 à la demande d'un patron de la place. En faisant appel au gang de la Brise de mer, ce dernier aurait réglé la "succession" du Belge en une nuit, mettant notamment fin aux velléités d'un candidat pressant, qui se faisait appeler "le Grec".

Le marché change de main

Depuis le 1er janvier 2008, c'est l'entreprise Sécurance qui a repris le marché de surveillance des portes du port. L'entreprise a également repris tous les agents de la SMS. Le changement de prestataire avait entraîné une semaine de grève entre Noël et le jour de l'An. Les agents SMS réclamant la reprise de la totalité des salariés par Sécurance. Ce qu'ils ont finalement obtenu. Roger Blanc, de l'Union locale CGT des syndicats portuaires, tout en se félicitant de l'issue du conflit, a tenu à préciser: *"Concernant la SMS, ce sont ses dirigeants qui ont des affaires avec la justice. Donc, cela ne nous regarde pas"*. ■

Rémi Leroux

MICHEL PISANO